

Il y a des centaines d'autres puits fermés, surtout dans la région productrice d'huile lourde. L'exploitation de ces puits, qui produisent de 20 à 30 barils par jour, demande beaucoup de main-d'œuvre. Compte tenu de ses politiques d'achat, le gouvernement préférerait payer du pétrole vénézuélien ou du pétrole provenant des pays de l'OPEP \$40 le baril et laisser nos puits fermés. Ces sociétés sont obligées de fermer boutique et de mettre les travailleurs à pied.

Nous savons tous que bien des installations de forage ont été déménagées à l'étranger; on en a parlé souvent. On a déménagé aux États-Unis, en Oklahoma, au Wyoming, au Texas ainsi qu'à d'autres endroits, de 235 à 240 tours de forage de l'Alberta et de la Saskatchewan. Par ailleurs, de 100 à 150 installations d'intendance, qui représentaient de 40 à 50 emplois chacune, ont été déménagées. Pour l'Ouest, c'est comme si on fermait de petites usines. Je me demande ce que diraient les Ontariens si de petites usines étaient fermées à cause d'une politique du gouvernement. C'est un vrai drame.

Passons à d'autres faits. Voici ce que dit la société Bralorne Resources Limited dans son rapport pour le troisième trimestre de 1981:

La tendance marquée à la croissance de nos activités américaines s'est maintenue tandis que nos activités de forage au Canada durant le troisième trimestre ont diminué de plus de moitié par rapport à la période correspondante de l'année dernière. La diminution s'est encore accentuée au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent... Par conséquent, les recettes américaines, qui correspondaient à un peu plus de 50 p. 100 de l'ensemble de nos recettes durant les trois premiers trimestres de 1980, en représentent actuellement environ 65 p. 100 durant la période correspondante de cette année...

Nous avons décidé d'être de plus en plus actifs aux États-Unis; par conséquent, nous avons consacré plus de 80 p. 100 de nos dépenses aux installations américaines.

● (1620)

Alors qu'aux États-Unis les dépenses ont plus que doublé cette année, au Canada elles ont été réduites de moitié à cause des prix et du marché.

Dans le *Houston Business Journal*, on peut lire un article très intéressant, monsieur l'Orateur. Il s'intitule «La filière canadienne: l'énergie, les capitaux et la politique traversent la frontière». Il fait remarquer que depuis l'adoption du programme énergétique national, les Canadiens ont investi 2.5 milliards aux États-Unis, en grande partie dans la région de Houston.

Dans le même journal, on peut lire les commentaires d'un certain Joe Tondue qui déclare:

«Les Canadiens font des investissements considérables au Texas. Je suis actuellement associé avec trois groupes de Canadiens qui paient d'avance tous mes frais et ma publicité.»

Puis, selon le journal, M. Philip K. Sywden aurait déclaré:

«Nous avons vu arriver pas mal de capitaux canadiens, car nous jouissons d'une excellente réputation dans l'ouest du Canada.»

Il ajoute:

Des centaines d'investisseurs ont quitté le Canada pour investir aux États-Unis. Au moins deux douzaines d'entreprises canadiennes ont ouvert des succursales dans la région de Houston.

Je peux également vous rapporter d'autres propos du même genre. Ils sont publiés dans *Energy Forum* qui confirme mes dires. Voici:

... Les investisseurs ne font plus confiance au Canada... Les statistiques prouvent que la mise en valeur des ressources énergétiques est en perte de vitesse, que le dollar canadien s'est affaibli, que la croissance économique est ralentie et qu'on exporte des emplois aux États-Unis. Tout cela contribue à réduire le niveau de vie dans les deux pays (moins aux États-Unis) et à compromettre sérieusement les liens d'amitié qui les unissent.

### Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

Et plus loin:

Joseph E. Seagram & Co. a déjà refusé de rapatrier plus de 4 milliards de capitaux au Canada à cause des politiques fédérales canadiennes. Aux États-Unis cette année, plus de 12 p. 100 du pétrole et du gaz naturel d'exploration vont être produits par des sociétés canadiennes, à l'aide de travailleurs et de matériel envoyés aux États-Unis et, si l'on s'en rapporte à ce qui s'est déjà passé, ils ne retourneront pas au Canada tant que le gouvernement n'aura pas changé de cap.

Bref, les politiques d'Ottawa ont l'effet exactement contraire de celui qui est cherché.

Monsieur l'Orateur, nous avons des capitaux, nous avons des hommes, nous avons du matériel, des machines et du savoir-faire qui s'en vont chez nos voisins du sud. Nous avons besoin de capitaux chez nous, nous avons besoin chez nous de ce savoir-faire, nous avons besoin chez nous de ces emplois. Il faut stopper cette hémorragie, faire refluer chez nous les capitaux canadiens partis au sud. Il faut garder chez nous ces capitaux, les investir dans des projets canadiens, des entreprises canadiennes, pour pouvoir conserver l'indépendance économique dont on parle si souvent ici à la Chambre, mais qu'on ne veut pas défendre avec des politiques volontaires.

En réalité, M. Gorse Howarth, le distingué responsable de l'Agence d'examen de l'investissement étranger déclarait lui-même, suivant un article paru le 1<sup>er</sup> avril 1982 dans le *Star* de Toronto:

Malgré le pourcentage extrêmement élevé du contrôle étranger de l'industrie canadienne, le Canada devra aller chercher plus d'affaires à l'étranger s'il tient à survivre.

Il parle de la nécessité d'accroître les investissements pour assurer notre autosuffisance énergétique et pour réaliser tout ce qui est nécessaire au maintien d'un niveau de vie raisonnable et correct pour tous les Canadiens, jeunes et vieux.

Et dans tout cela, il ne faut pas oublier non plus le consommateur. Nous avons le devoir de nous en préoccuper. Mais en fait, tandis que le prix de l'énergie et le prix de l'essence augmentent chez nous, ils baissent aux États-Unis. Chez nous ça monte, quand ça baisse chez eux. Et c'est le consommateur qui en souffre.

Selon des statistiques que j'ai sous les yeux, la moyenne nationale du prix de l'essence en décembre 1979 était de \$1.14 le gallon. Au mois de mars 1982, le prix était exactement de \$2 le gallon, soit presque le double d'il y a deux ans. Cette montée s'est produite pendant que l'on nous promettait de l'énergie à bon marché. La hausse du prix ne devait pas excéder 14c. en 1980. Or, le prix a augmenté de près de \$1 le gallon. Voilà pour les promesses. Le consommateur se fait écorcher.

Voyons maintenant ce qui se passe du côté des producteurs. Les agriculteurs paient 60c. le gallon le combustible diesel qu'ils utilisent pour leurs tracteurs et leurs moissonneuses-batteuses. Depuis toujours, on accordait des exemptions aux producteurs agricoles qui ne sont pas en mesure de transmettre aux consommateurs toute hausse du coût de production. Les 60c. que paie le cultivateur pour remplir ses réservoirs, vont dans les coffres du gouvernement fédéral. Voilà ce que j'appelle de la prédation fiscale de grande envergure. Il faut changer tout cela. Si, comme le préconise le gouvernement, nous voulons que les prix des aliments restent raisonnables, il faut absolument accorder un certain répit aux agriculteurs canadiens.